

LE JEU DES RELIGIONS

EN 1976, LA CHUTE DE LA « BANDE DES QUATRE » mettait un terme au totalitarisme maoïste et à la décennie des désordres et des destructions provoqués par la Révolution culturelle. Dès 1979, le programme soutenu par Deng Xiaoping proposait des réformes économiques et institutionnelles qui permettaient une certaine émancipation hors du lourd carcan idéologique imposé par Mao Zedong et une ouverture vers l'étranger inconnue depuis l'avènement du régime populaire en 1949. Les religions en profitaient aussitôt pour renaître avec une vitalité qui prit de court les gouvernants et stupéfia les observateurs étrangers.

97

LA RENAISSANCE DES RELIGIONS

En effet, plus remarquable encore que le capitalisme sauvage et le décollément industriel et agricole de la région côtière, est l'incroyable essor des religions en tout genre. Quelques données prises au hasard suffisent à étonner. A la fin des années quatre-vingt, par exemple, une estimation officielle comptait qu'un citoyen sur dix adhéraït activement à l'une des cinq religions reconnues par les autorités, c'est-à-dire taoïsme, bouddhisme, islam, protestantisme et catholicisme sous leur aspect institutionnalisé, sans parler des fidèles inavoués des formes souterraines de la religiosité, infiniment plus nombreux. Les spécialistes occidentaux des religions traditionnelles chinoises ont été alors les témoins, dans les villages du Sud, de longs rituels symboliques menés dans des temples reconstruits – ou construits – de frais, de bousculades autour de statues bienfaitantes ou de fontaines d'eau miraculeuse, de séances médiumniques d'exorcisme et de guérison magique, de processions et de célébrations dispendieuses, de rumeurs d'apparitions divines et de messages venus de l'au-delà.

L'Église protestante a, dit-on, multiplié au moins par quinze le nombre de ses adeptes. Et l'on racontait, ces dernières années, qu'en moyenne tous les deux jours un nouveau bâtiment d'église ou de lieu de prière chrétien ouvrait ses portes quelque part dans le pays. Quant à la frange charismatique et fondamentaliste d'un protestantisme non autorisé par le gouvernement, souvent sectaire, elle a connu depuis quinze ans une véritable explosion démographique.

De tels réveils religieux s'expliquent aisément dans le contexte chinois, et plus encore mondial. Le phénomène est bien connu dans le reste du monde ci-devant communiste. Et les Chinois, dans leur ensemble, ressentent, devant l'effondrement des valeurs marxistes, devant l'inutilité des sacrifices supportés dans l'attente d'un paradis lointainement futur, le même désenchantement que les citoyens des pays ayant récemment rejeté le communisme.

98

A la perte des repères idéologiques qui étaient les leurs depuis quatre décennies, à la montée de la corruption et du matérialisme alentour, s'ajoute une disparition des jalons identitaires causée, inéluctablement, par la mondialisation économique à l'échelle de la planète. La Chine ne vit pas, en effet, dans un univers clos, comme elle le prétend lorsque la question des droits de l'homme est soulevée. La déstructuration collective et individuelle née de la globalisation de la culture matérielle moderne l'a atteinte elle aussi, surtout dans les régions côtières et dans les grandes villes. La religion est, on le sait, un moyen – une stratégie, disent certains – d'affirmation identitaire dans un monde devenu incohérent. Les uns se jettent dans l'affairisme et essaient de capter la bonne fortune en recourant à la protection des forces supranaturelles par tous les moyens qu'employaient jadis leurs parents et leurs grands-parents, de là le succès des cultes et rites bouddhisto-taoïstes populaires. Les autres renoncent aux vanités terrestres pour ne cultiver que leur âme, de là les performances des sectes et groupuscules mystiques dans les religions traditionnelles et dans le protestantisme. Et, d'un côté comme de l'autre, la tendance est à l'attente messianique ou apocalyptique, et à une vision pessimiste du monde environnant.

Le pouvoir entre laxisme et répression

Au niveau officiel, si les maîtres mots sont restés athéisme et conformité de pensée, la politique religieuse – ou antireligieuse, comme l'on voudra – a oscillé au fil des ans entre un pôle laxiste et un pôle répressif ; et, dans son application pratique, elle a dépendu largement de l'opinion qu'en avaient les autorités locales. Durant les années quatre-vingt, les

milieux religieux, chrétiens notamment, ont cherché à se prévaloir de l'article 36 de la Constitution de 1982 et de la directive, dite n° 19, de la même année, qui proclamaient la liberté de la foi religieuse et, selon une distinction subtile, la protection des activités religieuses « normales ».

L'accent a été mis, les premières années, sur la liberté plus que sur une problématique normalité. Le gouvernement entendait laisser aux paysans et aux petits entrepreneurs locaux toute latitude pour s'enrichir, et considérait que la possibilité d'investir les surplus financiers dans des cérémonies religieuses allait être un bon stimulant matériel, ce qui n'a pas manqué de se produire. Quant à la reconstruction des édifices religieux, abattus par les Gardes rouges, elle était une opération de prestige plaidant devant l'étranger la cause de la grandeur chinoise et de la libéralité du régime populaire, et attirant les touristes aux poches pleines de devises. Des dérapages dans la tolérance avaient bien lieu de-ci de-là, par suite du zèle excessif de responsables locaux, partisans d'un marxisme pur et dur.

99

Cependant, le resserrement de la pression policière est devenu plus général et plus appuyé à partir de la fin des années quatre-vingt. Une première étape en a été la répression du mouvement démocratique de Tiananmen, car jeunes catholiques et jeunes protestants s'y étaient affichés en défenseurs d'une liberté religieuse totale. Vint ensuite, en février 1991, un « document n° 6 », confidentiel, qui enjoignait aux hauts fonctionnaires provinciaux de réprimer « la subversion causée par les forces religieuses hostiles », visant par là les chrétiens autant que les musulmans nationalistes du Xinjiang et les Tibétains partisans du dalaï-lama. L'accent est désormais mis sur la normalité des activités religieuses licites : tous les lieux de culte et de formation religieuse doivent être enregistrés, et les prêcheurs être accrédités ; l'instance délivrant les autorisations est l'Association patriotique propre à chacune des cinq religions officielles. Sont ici pris pour cibles les chrétiens, les musulmans de langue chinoise, les « superstitions » des cultes populaires.

Deux décisions ont fait couler beaucoup d'encre dans les milieux missionnaires occidentaux. Ce sont celles qui portent les n°s 144 et 145, du 31 janvier 1994, l'une pour limiter la place éventuellement occupée par des étrangers (des missionnaires) dans les lieux de culte ; l'autre pour réglementer l'autorisation de fonctionnement et la gestion de ces mêmes lieux. Les nouvelles que reçoivent de Chine les organisations de défense des droits de l'homme et les sociétés missionnaires ne font que confirmer la répression en cours, les arrestations, la mort sous les mauvais traitements, la destruction des édifices. Mais le réveil religieux est

trop puissant et répandu sur une aire trop vaste pour que l'étouffement policier en vienne à bout. Chez les chrétiens, par exemple, la perspective du martyr ne fait que stimuler le recrutement.

100 Une voie intellectuelle a également été suivie par le gouvernement pour aborder la complexité des problèmes religieux dans les années quatre-vingt. Que les religions aient survécu à quarante années d'endoctrinement athéiste et de persécutions a été regardé en haut lieu comme prouvant un grave défaut dans le système de la propagande éducative. Des instituts de recherche, dotés de solides bibliothèques, ont été ouverts pour chacune des grandes religions, dans le but de former des propagandistes sagement éclairés et des célébrants politiquement corrects. Le résultat n'a pas été celui qu'on en attendait. D'après des bruits qui courent, certains des propagandistes virtuels se seraient finalement convertis à la religion qu'ils devaient éradiquer. Et les instituts ont été très vite investis par les croyants eux-mêmes, à la recherche de leurs racines scripturaires. Pour un intellectuel adepte d'une religion, il n'est pas de meilleur moyen d'avoir accès aux sources littéraires de sa foi, et d'en diffuser la connaissance, que d'appartenir à de tels instituts de recherche et de publier ses trouvailles dans les périodiques spécialisés en histoire des religions. Ainsi le soufisme (ou mysticisme islamique pratiqué au sein de confréries) des musulmans de langue et de culture chinoises, dont l'existence était, à l'époque de la République (1911-1949), tout juste soupçonnée par les observateurs intéressés est, depuis une quinzaine d'années, décrit avec tous les détails de ses variantes de la *Naqshbandiyya*, de la *Qadiriyya* et d'autres branches soufies, dans les articles scientifiques des adeptes de ces confréries, des islamologues distingués ayant rang de chercheurs professionnels.

Les membres de ces instituts, qu'ils soient athées ou croyants, ont à cœur de démontrer le rôle de la religion en général, ou de telle religion spécifique, dans le développement de la culture chinoise, en prenant soin d'envelopper leur démonstration d'un léger jargon marxiste, mais en excluant la notion d'« opium du peuple ». La valeur morale de la religion et sa fonction positive dans la construction du citoyen modèle sont un argument bien vu du gouvernement, lequel patronne même, depuis 1985, la résurgence d'un confucianisme d'État, ce confucianisme qui était, peu auparavant, traîné dans la boue pour être la relique d'un passé néfaste.

La catégorisation officielle de chaque religion particulière a joué un rôle déterminant dans le sort réservé à celle-ci depuis quinze ans. Pour les deux religions considérées comme autochtones, le taoïsme et le boudd-

dhisme, la ligne de démarcation entre le licite et l'illicite est la distinction, ardue à dessiner en pratique, qui sépare la grande tradition liturgique des « superstitions » populaires. L'opposition des traitements réservés à l'islam de langue chinoise, d'une part, et au christianisme, d'autre part, offre une illustration curieuse de l'influence que le statutaire a exercé sur le religieux dans la réalité du monde communiste chinois.

L'ISLAM DE LANGUE CHINOISE

L'islam, tel qu'il était pratiqué traditionnellement par les habitants de la Chine, parlant chinois et adhérant à la civilisation chinoise (et non par les Turcs ouïghours ou kazakhs du Xinjiang), occupe, dans le processus historique d'inculturation, une position médiane entre le bouddhisme, entré en Chine depuis presque deux millénaires et intégré à l'égal d'une religion autochtone, et les diverses variantes du christianisme, dont la sinisation commence tout juste à s'affirmer depuis quelques années. C'est à partir du XVII^e siècle que l'islam, apporté en Chine durant les siècles précédents par les marchands, les techniciens et les voyageurs d'Asie centrale et du Moyen-Orient, apparaît pleinement sinisé, régi dans les milieux intellectuels par une littérature chinoise originale.

101

A ce moment-là, les points de concordance avec le christianisme sont visibles, plus que les divergences : religions étrangères venues de l'« Ouest », qui s'efforcent à l'indigénisation par le biais d'une littérature de haut niveau – les œuvres chinoises des missionnaires jésuites et de leurs convertis de la grande époque ayant probablement aidé à la maturation de l'islam littéraire ; théologie, histoire sainte, morale, des pans entiers des croyances dans les deux religions apparaissent similaires lorsqu'ils sont vus depuis la Chine (mis à part, cela va de soi, l'élément essentiel du catholicisme et du protestantisme, la christologie). N'est-il pas jusqu'à l'ambition de régir la totalité de la vie sociale autant que privée du croyant avancée par l'islam, qu'on retrouve dans les villages chrétiens édifiés par des missionnaires catholiques pour des émigrés chinois, au tournant de ce siècle, sur des terres vierges rachetées aux princes mongols en Mongolie-Intérieure ?

De nos jours, pourtant, tout sépare islam et christianisme, car le premier de ces deux ensembles religieux est considéré comme la propriété inaliénable de « minorités ethniques », alors que les confessions chrétiennes sont entachées du péché originel d'allégeance aux puissances impérialistes.

L'islam signe ethnique

La position de l'islam en Chine populaire est des plus étranges, car elle s'appuie sur la doctrine des minorités, développée par le régime dès avant sa conquête du pouvoir, d'après le modèle soviétique. Selon le système des minorités, chaque citoyen de la République populaire de Chine est soumis à deux statuts distincts et superposés : la citoyenneté chinoise commune à tous et, en subdivision, la nationalité ou ethnicité, qui est exprimée par un concept, *minzu* (*min-tsou*), introduit en Chine depuis le Japon à la fin du siècle dernier, et qui est devenue diktat sous le régime populaire. Tout citoyen qui n'appartient pas à l'ethnie (ou nationalité) dominante et exemplaire des Han, qui regroupe plus de 90 % de la population globale, relève d'une des cinquante-cinq minorités non han, qui se comptent, selon les cas, par millions ou par centaines d'individus et qui, toutes ou presque, sont localisées sur le pourtour de la Chine. Les musulmans, pratiquement tous des sunnites hanéfites, sont ainsi catalogués en dix ethnies différentes qui, pour la plupart, parlent des langues turques et sont installées dans le Turkestan oriental ou Xinjiang (où elles étaient, soit dit en passant, majorité avant de devenir, sur leurs terres ancestrales, minorités sous la pression de la colonisation han, de même que les Mongols en Mongolie-Intérieure et les Tibétains au Tibet).

102

Les musulmans de langue et de tradition chinoises, ceux dont il est question ici, constituent une bien surprenante ethnie, puisque le seul trait qui les distingue des Han circonvoisins est leur pratique religieuse. Ce sont les Hui (huit millions et demi d'individus au dernier recensement de 1990), dont la dénomination de « Hui », officialisée par le régime populaire, désignait avant 1949, non pas une population distincte, mais l'*umma*. Mais, jusqu'à la détente des années quatre-vingt, de religion mondiale il ne pouvait être question. Aussi l'islam a-t-il été qualifié de trait ethnique et, comme tel, a-t-il joui (hormis durant la décennie sombre de la Révolution culturelle) d'une tolérance inconnue des chrétiens, d'autant qu'il bénéficiait du soutien de partenaires indispensables à la politique et à l'économie chinoises – les pays arabes ou le tiers-monde africain et asiatique. Les Hui ont d'ailleurs servi plus d'une fois d'intermédiaires ou d'atouts dans le jeu international de leur patrie. De nos jours, ils sont, plus que jamais, encouragés à se faire attribuer des prêts et des subventions par des organismes que gèrent l'Arabie saoudite et les Émirats du Golfe.

Mais depuis quarante ans qu'ils sont traités de minorité ethnique et qu'ils cherchent à en drainer les avantages à l'exclusion des inconvé-

nients, il n'en est plus un seul qui mette en doute sa qualité d'étranger au milieu han, en vertu d'une origine lointainement occidentale, arabe de préférence. A tel point que des généalogies fictives, remontant à un grand ancêtre arabe au VIII^e, X^e ou XIII^e siècle se vendent à bon prix au marché noir. Depuis 1980, la mode est, en effet, à l'arabisation d'un islam qui, jusqu'alors, était profondément intégré dans le milieu chinois jusqu'à s'y fondre (sans pour autant perdre de son orthodoxie, remarquons-le), et qui était inspiré par l'islam d'Asie centrale en langue persane (lequel est bel et bien sunnite, contrairement au préjugé, entretenu chez nous, qu'iranisation et shi'isme vont de pair). Les mosquées, qui jadis prenaient des allures de temples bouddhistes, avec pagodons et colonnades rouges, adoptent maintenant une architecture joyeusement kitsch censée refléter les goûts du Moyen-Orient.

103

Des tendances variées

Avec une densité certes variable selon les régions, les musulmans sont visibles partout en Chine ; mais leur adhésion à l'islam et à ses pratiques diffère selon les lieux, à l'image de l'islam mondial. Dans certaines parties du Sud-Est, pratiquement désislamisées, l'abstinence de porc, dans un pays où la graisse de porc est le premier adjuvant culinaire, reste à peu près le seul souvenir des obligations imposées au croyant. Mais la situation la plus courante est, comme par le passé, une communauté de fidèles suivant, plutôt bien que mal, la *shar'ia*, ou ensemble des prescriptions coraniques, autour de la mosquée du village ou du quartier. Quarante ans de communisme, dont dix de Révolution culturelle, ont cependant changé l'attitude du musulman à l'égard de son environnement non croyant. Son ouverture sur l'extérieur est plus indulgente, les mariages interconfessionnels ne concernent plus seulement l'homme, mais la fille aussi qui, phénomène nouveau, peut épouser un non-croyant.

Deux tendances adverses, qui rivalisaient déjà de puissance au début de ce siècle, travaillent sourdement les communautés, avec d'autant plus de virulence que le gouvernement soutient l'une des deux, le fondamentalisme, et brime l'autre, le soufisme confrérique. Un fondamentalisme musulman marchant main dans la main avec un régime communiste que le déclin rend agressif, voilà de quoi bouleverser nos idées reçues. C'est que le fondamentalisme islamique chinois est issu d'une forme autochtone originale, antisoufie avant tout, pacifiste et traditionnellement associée au gouvernement légal du pays. Sa marque essentielle, qui ne manque pas non plus d'étonner, a été jusqu'à maintenant la promotion de la grande tradition littéraire des oulémas écrivant en

chinois, eux-mêmes des philosophes soufis. Mais de nos jours, une vive propagande islamiste est à l'œuvre, assénée par l'Arabie saoudite, le Pakistan, la Malaisie ; et les effets qui en résulteront constituent une des interrogations de l'avenir. On peut néanmoins affirmer d'ores et déjà que l'islam progouvernemental, qui occupe la plus grande partie du champ islamique en Chine, restera comme par le passé un facteur de cohésion patriotique prochinoise, à la différence de l'islam des Turcs du Xinjiang, chez qui il tient lieu de ciment identitaire dans un refus général du pouvoir, non seulement communiste, mais tout simplement chinois.

La réprobation officielle chinoise s'exerce principalement à l'encontre du soufisme confrérique du Nord-Ouest, dont les modalités associatives souterraines font soupçonner la rébellion, d'autant que les échauffourées sont fréquentes entre groupuscules rivaux, ainsi en 1992. Et les manifestations populaires d'un culte aux tombes et aux shaykhs vivants ont été, ces dernières années, assimilées aux « superstitions » illégales. Pourtant le Nord-Ouest chinois n'est nullement sécessionniste et, même s'il lui arrive d'être anticomuniste, il n'est pas antichinois : les musulmans de la Chine à proprement parler, soufis, fondamentalistes ou croyants sans histoire, se sentent citoyens chinois tout autant que les Han. Et les shaykhs, chefs charismatiques de groupuscules soufis, ont occupé depuis 1980 une place de choix dans l'économie du Nord-Ouest, grâce à leurs fructueux rapports avec les détenteurs moyen-orientaux de pétrodollars.

LE CHRISTIANISME

Des missions occidentales à la répression communiste

Le christianisme, dans ses deux obédiences, la catholique et la protestante, est lui aussi traversé de certains courants qui en font un serviteur de l'État et un support du patriotisme. On peut être déconcerté par la facilité avec laquelle une partie des Églises catholiques et protestantes ont fait obédience au jeune régime communiste à la fin des années quarante. Mais il faut se rappeler l'ambiance de l'époque, marquée par un régime nationaliste pourri, le souvenir douloureux de l'inféodation du pays aux intérêts étrangers, autant que par le climat lourdement conflictuel régnant depuis les années vingt au sein des Églises locales, à la suite de la lutte engagée entre prêtres ou pasteurs autochtones et instances missionnaires pour la maîtrise du commandement et des finances, et, dans le protestantisme, une rivalité entre les « dénominations » d'origine occidentale (telles que baptisme, presbytérianisme, anglicanisme, etc.).

De nos jours, lorsqu'une société missionnaire, qu'elle soit catholique ou protestante, peu importe, retrace le cycle de son évangélisation en Chine, elle ne manque pas de souligner son soutien apporté dans le passé à l'Église locale, afin de lui assurer, selon la devise devenue obligatoire à l'époque communiste, les « Trois Autonomies » – indépendance d'administration, de ressources, d'apostolat. Mais il suffit de jeter un coup d'œil sur les anciens textes et archives missionnaires pour voir que l'affranchissement des Églises locales n'était qu'un vœu pieux, réalisable dans un avenir aussi lointain qu'incertain. Le communisme, en émancipant le pays de toute ingérence étrangère, avait de quoi satisfaire les attentes patriotiques des Chinois. D'ailleurs les chrétiens chinois n'ont pas été les seuls à se laisser abuser par le romantisme d'un égalitarisme, d'une rigueur morale, d'un ascétisme rappelant la primitive Église. Comme on s'en souvient, il s'est trouvé chez nous et dans le monde anglo-saxon, jusqu'en pleine Révolution culturelle, des laudateurs du « règne de Dieu sur terre » réalisé par Mao.

105

Qu'ils se soient ralliés au régime populaire dès ses débuts, ou qu'ils lui aient résisté, les chrétiens et leurs clergés ont tous affreusement souffert (les musulmans aussi, d'ailleurs, quoique plus tardivement, à la Révolution culturelle seulement). La libéralisation des années quarantevingt leur a montré alors l'avantage qu'ils pouvaient trouver à être les adeptes d'une religion sans caractère ethnique. Si les musulmans sont favorisés à titre de membres d'une minorité utile à la politique internationale, ils ne peuvent élargir leurs rangs que par la voie naturelle de l'expansion démographique. Les conversions à l'islam ne peuvent être que des décisions personnelles, sans incidence sur la composition du groupe : une conversion qui permette d'être comptée comme Hui doit en effet passer par la procédure, difficile et aléatoire dans ses résultats, du changement ethnique, autant dire par une modification de l'état civil. Rien de tel pour les chrétiens.

Mais un problème commun aux deux confessions chrétiennes dans toutes leurs modalités d'allégeance – reconnues par l'État ou marginales – est le manque d'un clergé capable, qualitativement et quantitativement, de faire face aux nouveaux besoins. Les prêtres et pasteurs en place sont, dans leur ensemble, des vieillards de soixante-dix ans et plus, usés par les années passées dans les camps, détenteurs d'un savoir démodé puisque recueilli dans leurs années de séminaire, durant la guerre ou juste après. Leurs remplaçants et successeurs sont des jeunes gens de trente ans au maximum qui, élevés dans l'athéisme, n'ont souvent pu bénéficier que d'une formation ecclésiastique incomplète par

manque d'encadrement, de matériel pédagogique et de temps. Pas de génération intermédiaire, peu de littérature religieuse, telles sont les plaintes couramment émises par les évêques et les leaders chrétiens de Chine.

Le protestantisme

106 Dans le protestantisme, l'explosion religieuse a profité à la mouvance la plus charismatique, piétiste et austère, celle qui refuse le concours de tout ministère pastoral constitué, celle qui puise sa seule autorité dans la Bible et l'inspiration du Saint-Esprit, celle qui veut ignorer les contingences du monde matériel et de la politique pour ne cultiver que le spirituel. Elle se trouve être l'héritière directe de mouvements nés avant 1950 en terrain chinois, sans l'intervention des missionnaires étrangers ; et elle se développe maintenant parmi les classes les plus pauvres et dans les régions déshéritées, particulièrement chez les minorités ethniques des montagnes du Sud. Les chiffres sont, l'on s'en doute, des plus incertains. De bien moins d'un million en 1950, le recrutement serait passé à six millions selon les chiffres officiels, lesquels ne prennent visiblement en compte que les Églises déclarées auprès de l'Association protestante patriotique – six millions, le résultat est déjà impressionnant. Mais les sympathisants étrangers montent l'évaluation jusqu'à soixante millions. La vérité est, probablement, à mi-chemin.

Cet évangélisme pentecôtiste, qui ne nécessite aucune structure organisée, se perpétue dans des « églises domestiques » ou foyers de prière de quelques dizaines de personnes. C'est lui qui a le plus souffert d'une répression policière ininterrompue depuis les débuts du régime, et menée même à l'époque de la libéralisation religieuse maximale des années quatre-vingt. Les protestants d'obédience classique, chinois et étrangers, sont cependant embarrassés pour décider si les formes émotives excessives font encore partie de leur foi ou si elles relèvent de sectes hétérodoxes. Ainsi les « Hurlleurs » qui crient et pleurent en chœur, et qui, pour les Églises reconnues, sont des voisins bien encombrants. Le principal reproche fait aux leaders du *revival* populaire est leur manque d'éducation théologique. Il en est pourtant qui, à la manière des jeunes protestants occidentaux formés à l'école du dimanche, non seulement connaissent la Bible par cœur, mais sont capables d'en citer n'importe quel passage en mentionnant sa référence exacte. Un jugement d'ensemble n'est donc pas facile à porter face au foisonnement des cas d'espèce.

La persécution du protestantisme marginal indique que les difficultés rencontrées par le christianisme à l'époque du libéralisme

post-maoïste ne viennent pas – ou ne viennent pas uniquement ou principalement, comme on le croit, de l'obligation qu'a le catholicisme de reconnaître la primauté pontificale. Certes, aussi longtemps que le gouvernement communiste considérera le Vatican comme un pouvoir temporel, les tracasseries persisteront. Mais les obstacles institutionnels se lèvent peu à peu.

Le rapport entre Église officielle et Église souterraine

Comme on le sait, le catholicisme est théoriquement scindé en deux strates ennemies : une Église reconnue par le gouvernement et soumise à l'autorité de l'Association catholique patriotique et du département du Front uni près du Parti (trois millions de croyants en 1950, sans doute trois et demi à quatre de nos jours), ses évêques étant nommés par Pékin, sans consécration pontificale ; et une Église souterraine (forte de cinq, huit ou dix millions, on ne sait trop), Église du silence, inébranlablement fidèle à Rome, rétive à tout accommodement avec le diable communiste. Mais la réalité des faits est, de jour en jour, plus nuancée. L'Église officielle s'incline maintenant, elle aussi, devant l'autorité du magistère romain, et une prière pour le pape est couramment incluse dans les célébrations dominicales. Les effets de Vatican II commencent à se faire sentir, une liturgie en chinois a été, en 1992, substituée à celle en latin, et l'autel est fréquemment tourné vers l'assistance. Pour Rome, l'Église officielle n'est qu'illégale, et non pas schismatique – la distinction est de poids. À mesure que les évêques nommés par Pékin reçoivent, discrètement, leur consécration papale, elle rentre dans la légalité romaine. Et l'Église souterraine jouit aussi de sa hiérarchie propre, constituée de rares survivants parmi les évêques régulièrement consacrés par les évêques missionnaires avant leur départ, et restés hostiles au régime en place, ainsi que d'un bon nombre de nouveaux évêques secrètement consacrés sur les instructions de Rome, parmi les jeunes prêtres formés et ordonnés par ces vieux évêques légaux.

La démarcation entre les deux tendances, ce sont les chrétiens qui la font par leurs options, et cela très diversement selon les lieux et en fonction des personnalités. De sorte qu'à la base le tableau est encore plus bigarré que dans l'islam. Mais, quelle que soit la voie qu'ils aient choisie – reconnue officiellement, totalement interdite, non reconnue mais pratiquée ouvertement –, les catholiques des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix sont animés d'une foi aussi solide, dévotionnelle et simple que celle de nos propres aïeux au siècle dernier, une foi entretenue, le plus souvent, au sein de la famille et confirmée dans les épreuves

de la persécution durant les décennies passées. Le mouvement de conversion est, chez les catholiques aussi, permanent depuis quinze ans, et existait même auparavant, à l'époque des pires périls ; mais il apparaît beaucoup moins spectaculaire que dans le protestantisme, bridé comme il l'est par les cadres rigides du catéchuménat et les exigences dogmatiques d'affirmation de ses croyances imposées au néoconverti. Dans la pratique, les blessures ont été, dans certains diocèses ou certaines paroisses, si profondes qu'elles se referment difficilement et que les fidèles y boudent leurs prêtres et évêques officiels, au motif qu'ils ont été mariés dans les années cinquante et soixante et qu'ils sont, par conséquent, excommuniés. Ceux-ci se justifient face aux sympathisants étrangers, lorsque l'occasion leur en est fournie ; ainsi M^{gr} Jin Luxian, l'évêque de Shanghai, souvent en visite dans l'Occident chrétien, répète que les membres du clergé n'avaient pas la vocation du martyr, et qu'en tout état de cause, l'Église ne pouvant survivre avec un peuple de défunts et de moribonds, il a bien fallu composer avec le pouvoir.

Les sociétés missionnaires occidentales, catholiques et protestantes, n'ont cessé, depuis leur départ de Chine, de se sentir concernées par leurs anciens convertis et de profiter du moindre relâchement de la politique gouvernementale pour entrer en rapport avec eux et les soutenir. Ils le font avec humilité, emplis d'un regret, maintes et maintes fois ressassé, devant les erreurs commises, disent-ils, par leurs devanciers. Outre leur contribution, à laquelle se joint celle des Chinois d'outre-mer, à des œuvres caritatives, thérapeutiques, pédagogiques et de reconstruction des lieux consacrés, outre leur programme de diffusion de la Bible en chinois, ils ont devant eux la tâche immense de contribuer au relèvement du niveau théologique et intellectuel des séminaristes, de leurs enseignants et des célébrants du culte, et pour prêcher l'œcuménisme.

L'entente entre catholiques et protestants à l'œuvre dans les entreprises missionnaires n'est, sur le terrain chinois, encore qu'une utopie. Le travail présent des missionnaires de la nouvelle vague est de pousser les brebis chinoises à la réconciliation au sein d'une même confession ; et, chez les catholiques, de les convaincre qu'assister à une messe célébrée par un prêtre de l'Église officielle et communier de ses mains ne conduira pas tout droit en enfer, comme beaucoup en sont convaincus.

Alors que le renouveau religieux dans les religions traditionnelles bénéficie du relèvement du niveau de vie des régions côtières, celui qui s'est emparé des diverses obédiences chrétiennes porte, dans l'ensemble, les marques de la pauvreté environnante et de l'austérité. Le gouverne-

ment est le protecteur des religions officielles et, comme tel, devrait être l'unique pourvoyeur des salaires du clergé et des subventions de reconstruction et d'entretien des lieux de culte (4 000 églises ou chapelles rouvertes au catholicisme, en un total de 114 diocèses, gérés par 75 évêques, un millier de prêtres, et 3 000 moines et religieuses ; pour le protestantisme, 9 000 églises et 20 000 à 30 000 petits lieux de culte enregistrés). Mais il n'est un secret pour personne que les caisses de l'État sont vides et que les gouvernements provinciaux et locaux cherchent avant tout le profit. Aussi les fonds venus de l'étranger, souvent par la voie de Hong Kong, sont-ils maintenant bien accueillis et même suscités, tandis que les chrétiens de la base sont incités à entrer dans les services sociaux. Le danger qui menace ces derniers est, dès lors, de se laisser gagner au culte de l'argent, et l'une des tâches des sociétés missionnaires occidentales est de les en prémunir spirituellement.

109

Les religions importées de l'« Ouest » durant les siècles passés, islam et christianisme, sont donc de nos jours facteurs de courants d'influence qui ont contribué, concurremment à l'ouverture économique, à aérer la rigidité intellectuelle et à détendre son carcan. Les mouvements mondiaux islamiques et chrétiens l'atteignent peu à peu. Même si elle prétend à l'exception, la Chine populaire fait désormais partie intégrante de l'univers postmoderniste. Les leaders religieux et les croyants les plus avertis revendiquent, chacun pour sa religion, un rôle moral, formateur dans la société chinoise de demain, qui serait, pour-quoi pas, un modèle pour le monde extérieur, comme tente de l'être la nouvelle forme prise par le confucianisme.

ORIENTATION DE LECTURES COMPLÉMENTAIRES

Sur le problème général, capital dans notre époque de postmodernisme, de la mondialisation et des réflexes identitaires qui y répondent, on pourra consulter, par exemple : Jean-François Bayart, *L'Illusion identitaire*, Fayard, 1996 ; Bertrand Badie, *La Fin des territoires*, Fayard, 1994 ; Zaki Laidi, *Un monde privé de sens*, Fayard, 1994.

La présente contribution est une reprise actualisée d'un article précédent du même auteur, auquel on renverra pour des références complémentaires remontant au début des années quatre-vingt-dix : Françoise Aubin, « Chine : islam et christianisme au crépuscule du communisme », *Les Politiques de Dieu*, sous la direction de Gilles Kepel, Éd. du Seuil, 1993, p. 141-173.

Un beau travail sur le taoïsme liturgique savant et sur ses aspects populaires, médiumniques et sacrificiels décrit la renaissance des cultes populaires durant la seconde moitié des années quatre-vingt en Chine du Sud : Kenneth Dean, *Taoist Ritual and Popular Cults of South-East China*, Princeton University Press, 1993. Concernant l'islam de langue chinoise dans l'après-maoïsme, la meilleure source d'information est une vaste enquête, dense et variée, menée au cours des années quatre-vingt dans divers milieux musulmans de la RPC : Dru Gladney, *Muslim Chinese. Ethnic Nationalism in the People's Republic*, Harvard University Press, 2^e éd. 1996 ; voir aussi Françoise Aubin, « La version chinoise de l'islam », *Archives européennes de sociologie*, XXX, 1989, p. 192-220.

C'est en français qu'existe la meilleure présentation du catholicisme chinois, de son histoire et de son présent, avec quelques aperçus sur le protestantisme : Jean Charbonnier, *Histoire des chrétiens de Chine*, Desclée, 1992.

De la pile des ouvrages traitant du protestantisme en Chine, on pourra extraire un petit travail collectif qui offre une réflexion sur l'apport du christianisme, protestant par excellence, dans la civilisation de la Chine communiste et sur l'attitude du gouvernement de Pékin à l'égard des religions, autochtones et importées : Alan Hunter et Don Rimmington, éd., *All under Heaven Chinese Tradition and Christian Life in the People's Republic of China*, Kampen (Pays-Bas), J.H. Kok, 1992. Signalons enfin une anthologie des documents essentiels de la RPC, traduits du chinois, sur la religion en général et chaque religion en particulier, y compris le bouddhisme des Tibétains : Donald E. Macinnis, *Religion in China Today. Policy and Practice*, Maryknoll (NY), Orbis, 1989.

110

R É S U M É

Le libéralisme économique des années quatre-vingt a entraîné une explosion religieuse spectaculaire, qui a profité à toutes les religions présentes en Chine, taoïsme, bouddhisme, islam, protestantisme, catholicisme, mais principalement à leurs marges les plus charismatiques et émotives. Malgré une répression accrue dans les années quatre-vingt-dix, l'essor de la Chine ne peut que s'accompagner de celui des religions.